
Assemblée des États Parties

Distr.générale
31 octobre 2008

FRANÇAIS
Original : anglais

Septième session

La Haye

14 - 22 novembre 2008

Élection de membres du Comité du budget et des finances

Note du Secrétariat

1. Le 4 mars 2008, le Bureau de l'Assemblée des États Parties a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances aurait lieu lors de la première reprise de la septième session de l'Assemblée des États Parties («l'Assemblée»), qui doit se tenir au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 19 au 23 janvier 2009. Conformément à cette décision, la période de présentation des candidatures à six des sièges du Comité du budget et des finances courrait du 21 juillet au 13 octobre 2008. Conformément au paragraphe 4 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 du 3 septembre 2002 sur la procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances, la période de présentation des candidatures a été prolongée jusqu'au 27 octobre 2008.

2. Le Comité du budget et des finances a été créé par l'Assemblée des États Parties en vertu de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 du 3 septembre 2002. Son mandat est défini dans l'annexe à la résolution. Le paragraphe 2 de ladite annexe a été modifié par l'Assemblée en vertu de sa résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003.

3. La procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances a été définie par l'Assemblée des États Parties dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.5. Le paragraphe 15 de ladite résolution a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.4 du 12 septembre 2003. Le paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 dispose que, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire être un expert d'un Etat Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, établie au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 est la suivante :

- Groupe des États d'Afrique : deux sièges ;
- Groupe des États d'Asie : deux sièges ;
- Groupe des États d'Europe orientale : deux sièges ;
- Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : deux sièges ;
- Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États : quatre sièges.

5. À la dixième séance de sa première session, le 7 février 2003, l'Assemblée a élu dix membres du Comité parmi les groupes des États d'Afrique, des États d'Asie, des États d'Europe orientale, des États d'Amérique latine et des Caraïbes et des États d'Europe occidentale et autres États. À la première séance de sa deuxième session, le 8 septembre 2003, elle a élu deux membres du Comité appartenant au Groupe des États d'Europe orientale.

6. À la cinquième séance de sa deuxième session, le 12 septembre 2003, le Président de l'Assemblée, conformément au paragraphe 13 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 du 3 septembre 2002, a tiré au sort les membres élus qui siègeraient pendant des mandats de deux et trois ans respectivement comme prévu par la résolution ICC-ASP/1/Res.4, telle que modifiée par la résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003. Les membres dont le mandat doit prendre fin le 20 avril 2009 occupent les sièges correspondant aux groupes régionaux ci-après:

- États d'Afrique, un siège ;
- États d'Asie, deux sièges ;
- États d'Europe orientale, un siège ;
- États d'Amérique latine et des Caraïbes, un siège ;
- États d'Europe occidentale et autres États, un siège.

7. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de la résolution dispose qu'en l'absence de consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

«7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin».

8. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

9. En application du paragraphe 12, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

10. À la date d'expiration de la période de présentation des candidatures, le 27 octobre 2008, sept candidatures avaient été reçues.

11. Les sept candidatures reçues émanaient du Groupe des États d'Afrique (une), du Groupe des États d'Asie (trois), du Groupe des États d'Europe orientale (une), du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (une), et du Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États (une).

12. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, une liste des candidats présentés et des documents les concernant, établie dans l'ordre alphabétique anglais, est jointe à la présente note.

Annexe

[Original : anglais/français/espagnol]

Liste alphabétique des candidats (avec énoncé des qualifications)

Tables des matières

Nom et État dont le candidat est ressortissant*	<i>Page</i>
1. GHARAIBEH, Fawzi (Jordanie)	5
2. HAHN, Myung-jae (République de Corée)	11
3. HUSAIN, Masud (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande)	13
4. IIDA, Shinichi (Japon)	17
5. NYIRINKINDI KATUNGYE, Rossette (Ouganda)	20
6. SOPKOVÁ, Elena (Slovaquie)	27
7. WINS, Santiago (Uruguay)	30

* Sauf indication contraire, il s'agit également de l'État présentant la candidature.

1. Gharaibeh, Fawzi (Jordanie)

[Original : arabe et anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Royaume hachémite de Jordanie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, en réponse à sa note n° ICC-ASP/7/S/20, du 15 avril 2008 à l'honneur de l'informer que le Royaume hachémite de Jordanie soumet par la présente la candidature de M. Fawzi Gharaibeh à sa propre réélection au Comité du budget et des finances, qui aura lieu à New York en marge de la première reprise de la septième session de l'Assemblée des États Parties (les 19 et 23 janvier 2009). La candidature de M. Gharaibeh est présentée pour l'un des deux sièges attribués aux États d'Asie pour le mandat qui prendra effet le 21 avril 2009. L'Ambassade tient à signaler qu'aucun autre candidat national du Royaume hachémite de Jordanie ne fait partie des fonctionnaires élus de la Cour pénale internationale.

M. Gharaibeh possède une connaissance approfondie et une vaste expérience des questions financières au niveau international. Dans le cadre de son mandat en cours et de ses précédents mandats en qualité de membre du Comité, il a largement contribué aux travaux de celui-ci, en procédant notamment à l'examen des projets de budget et des recommandations connexes du Comité.

M. Gharaibeh est un spécialiste de la comptabilité, des finances et de l'économie. Il a derrière lui une longue carrière en milieu universitaire, mais aussi dans le public et dans le privé, tant en Jordanie, qu'à l'échelle internationale. Dans son pays, il a été Ministre de l'éducation, Président de l'université de Jordanie et Doyen de la Faculté d'économie et de sciences administratives. Il a également été membre du Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Il est l'auteur de très nombreuses publications dans les domaines de l'économie, de la finance et de la comptabilité.

...

Énoncé des qualifications

Données d'ordre personnel

Lieu de naissance : Jordanie
Date de naissance : novembre 1943
Nationalité : jordanienne
Langues : arabe (langue maternelle), anglais et français

Formation

1972 Doctorat, Université du Wisconsin (États-Unis d'Amérique).
1968 Mastère de gestion, Texas Tech University (États-Unis d'Amérique).
1965 Licence (commerce) avec mention, Université du Caire.

Domaines de spécialisation

Comptabilité, finance et économie

Fonctions occupées

Depuis 2006	Membre du Conseil consultatif, Talal Abu-Ghazaleh, Faculté de commerce.
Depuis 2003	Membre du Conseil d'administration, La Société scientifique royale.
Depuis 2003	Membre du Conseil d'administration, Balqua Applied University.
Depuis 2003	Membre de la Commission supérieure de comptabilité.
Depuis 2003	Membre de la Commission nationale consultative pour la préparation du guide sur la société civile.
Depuis 2003	Membre du Comité du budget et des finances créé par l'Assemblée des États Parties au Statut de la Cour pénale internationale.
2003 - 2006	Membre du Conseil d'administration de l'Université des sciences et de la technologie.
Depuis 2002	Professeur émérite.
2001-2005	Membre du Conseil exécutif, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris.
Depuis 1999	Membre du Conseil d'administration de la Fondation de sa Majesté le Roi Hussein.
1999-2000	Président du Conseil d'administration, Jordan Phosphate Mines Co. Ltd.
1998-1999	Ministre de l'éducation, Gouvernement jordanien.
1991-1998	Président de l'Université de Jordanie.
1986-1990	Vice-Président pour les questions administratives, Université de Jordanie.
1983-1986	Doyen de la Faculté d'économie et de sciences administratives, Université de Jordanie.
1981-1998	Professeur, Faculté d'économie et de sciences administratives, Université de Jordanie.
1976-1981	Maître de conférences, Faculté d'économie et de sciences administratives, Université de Jordanie.
1972-1976	Maître-assistant, Faculté d'économie et de sciences administratives, Université de Jordanie.
1980-1981	Président du Département de comptabilité de la Faculté d'économie et de sciences administratives, Université de Jordanie.
1978-1979	Universitaire invité, LBJ School of Public Affairs, Université du Texas, Austin (États-Unis d'Amérique).
Été 1978	Professeur invité, Portland State University (États-Unis d'Amérique).

1976 - 1981	Chargé de cours, Faculté d'économie et de science administrative, Université de Jordanie.
1975-1978	Vice-doyen, Faculté d'économie et de sciences administratives, Université de Jordanie.
1974-1975	Président de la faculté d'économie et de sciences administratives, Université de Jordanie.
1972 - 1976	Assistant, Faculté d'économie et de science administrative, Université de Jordanie.

Publications

Ouvrages (en anglais)

- “The Badia of Jordan: A Process of Change”. Amman, University of Jordan Press, 1987 (ouvrage commun).
- “The Economies of the West Bank and Gaza Strip”. Boulder, Colorado (États-Unis d’Amérique), Westview Press, 1987.
- “The Bedouin of Jordan: A People in Transition”. Amman, Royal Scientific Society Press, 1987 (ouvrage collectif).
- “The Small and Handicraft Industries in Jordan”. Amman, Industrial Development Bank, n.d., 1976 (ouvrage collectif).

Ouvrages (en arabe)

- «Les problèmes contemporains en Jordanie». *Édition et introduction*. Amman et Beyrouth, Fondation Abdel Hamid Shoman et Institut arabe pour les études et les publications, 2001.
- «Principes comptables». New York, John Wiley and Sons, 1983 (ouvrage collectif).
- «La comptabilité pour les cadres». Amman, Presse El-Dustour, 1982 (ouvrage collectif).
- «Recherche méthodologique en sciences sociales et en humanités». Amman, Royal Scientific Society Press, 1977 (ouvrage collectif); deuxième édition, 2002.
- «La comptabilité analytique: Principes, procédures et contrôle». Amman, Philadelphia Publishing House, 1975.

Articles (en anglais)

- “Bedouin Settlement: Organizational, Legal and Administrative Structure: The Experience of Jordan”, in: Galaty, John G., Aronson, Dan and Salzman, Philip Carl, Eds., *The Future of Pastoral Peoples*, Ottawa: International Development Research Center, 1981 (ouvrage collectif).
- “Foreign Companies in Jordan: Problems and Prospects”, in: *Arab Journal of Administration* (October 1979) (ouvrage collectif).

- “West Asia and Southeast Asia: A Commentary”, in *Economic Relations between West Asia and Southeast Asia*. Singapour, Institut d'études de l'Asie du Sud-est, 1978.
- «Conditions of Some Working Women in Jordan: *Arab Journal of Administration*, 1978 (en collaboration).
- “Doing Business in the Arab World: Problems and Prospects”, in *The Arab World: Business Opportunities*. Singapour, Compa Publications, 1977 (en collaboration).
- “Amman Region and its Weight in Jordan's Economy”, *Orient*, 1976 (article collectif).

Articles (en arabe)

- «L'éducation en Jordanie et les enjeux du XXI^e siècle», in *Contemporary Issues in Jordan*, 2001.
- «Corrélation entre les valeurs beta des variables comptables et du marché comme mesure du risque systémique», in *Public Shareholding Companies in Jordan*, *Dirasat*, 1996 (en collaboration).
- «Utilisation des ratios financiers comme prédicteurs du succès des entreprises industrielles en Jordanie», *Dirasat*, 1990 (en collaboration).
- «Les états financiers annuels des entreprises jordaniennes et leur pertinence aux fins des décisions d'investissement», *Dirasat*, 1990 (en collaboration).
- «Contenu des états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes», *Dirasat*, 1989 (en collaboration).
- «Actualité des états financiers des entreprises industrielles jordaniennes», *Dirasat*, 1988 (en collaboration).
- «Contenu des états comptables des entreprises industrielles jordaniennes», *Abkath Al-Yarmouk*, 1988 (en collaboration).
- «Les ratios financiers comme prédicteurs d'échec dans les entreprises industrielles jordaniennes», *Dirasat*, 1987 (en collaboration).
- «Divulgarion de l'information dans les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes», *Dirasat*, 1986 (en collaboration).
- «Étendue de l'utilisation des systèmes de comptabilité analytique dans les entreprises industrielles jordaniennes», *Dirasat*, 1986 (en collaboration).
- «L'inflation dans la comptabilité des entreprises jordaniennes: une étude de cas», *Economics and Administrative Research*, 1981.
- «La fonction comptable et le chef comptable dans les entreprises jordaniennes», *Dirasat*, 1981.
- «L'utilisation d'équations simultanées dans l'allocation des coûts du service après-vente: une étude de cas», *Journal of Business Research*, 1980.
- «Le climat des investissements en Jordanie», *Businessmen*, 1978.

- «Le contrôle interne des entreprises: évaluation quantitative», *Dirasat*, 1976 (en collaboration).
- «L'industrie moderne de la construction: une étude de cas», *Dirasat*, 1975 (en collaboration).
- «Utilisation de la programmation linéaire dans l'allocation des coûts fixes: la Paper and Cardboard Manufacturing Company», *Proceedings of the Second Annual Conference on Operations Research*, Le Caire, Société égyptienne de recherche opérationnelle, 1975.

Membre de comités, fondations, etc.

Non universitaires

- Vice-Président du Conseil supérieur de l'enseignement de Jordanie (1998-2003).
- Membre du Conseil d'administration du prix Wasfi Tall, Centre international et islamique d'information et d'études, Amman, 1996-2000.
- Membre du Comité directeur de l'Université de la Méditerranée (UNIMED)/Italie (1996-1998).
- Membre du Conseil de direction de l'Institut diplomatique, Amman, 1995-1998.
- Membre adjoint du Comité exécutif, Association internationale des Universités, Paris, 1995-1998.
- Membre et trésorier, Commission jordano-américaine pour les échanges éducatifs (Fulbright), 1994-1997.
- Président de l'Association des anciens élèves jordaniens des universités et instituts des États-Unis, Amman (1991-2008).
- Membre du Conseil supérieur de l'enseignement de Jordanie, 1991-2004.
- Membre de l'Association comptable américaine (1991-1996).
- Membre du Comité des conseillers économiques du Gouvernement jordanien (1991-1993).
- Membre du Comité chargé de rédiger la Charte nationale jordanienne (1989-1990).
- Membre (1988-1991) puis Président (1991-1994) du Comité consultatif chargé d'évaluer les politiques de l'enseignement supérieur en Jordanie.
- Président du Comité chargé d'évaluer les diplômes délivrés par des universités étrangères (1986-1991).
- Membre du Comité chargé d'évaluer l'actif et le passif de la United Insurance Company et de la Arab-Belgian Insurance Company (1986).
- Membre du Comité consultatif auprès de la Faculté des sciences administratives et économiques de l'Université du Qatar (1985-1992).
- Membre du Conseil d'audit de Jordanie (1985-1991).

- Président du Comité chargé d'évaluer les programmes d'administration des entreprises des centres d'enseignement universitaires communautaires (1985-1986).
- Membre du Conseil des affaires mondiales, Amman (1984-1998).
- Membre du Conseil d'administration de la Jordan Cigarette and Tobacco Company (1984-1990).

Université de Jordanie

- Membre du Conseil d'administration du Centre d'études stratégiques, Université de Jordanie (2002-2008).
- Président du Conseil de l'Université (1991-1998).
- Président du Conseil des doyens (1991-1998).
- Président du Comité des nominations et des promotions (1991-1998).
- Président du Fonds d'investissement (1991-1998).
- Président du Fonds de prévoyance (1991-1998).
- Président du Centre d'études stratégiques (1991-1998).
- Président du Fonds pour le logement (1986-1990).
- Président du Comité des finances (1986-1990).
- Président du Centre de consultation, de services techniques et d'études (1984-1990).
- Membre de comités trop nombreux pour être cités ci-dessus, pendant toute la durée d'une longue carrière universitaire.

Décorations

- Médaille de l'indépendance (premier grade).
- Médaille d'excellence (éducation).

2. Hahn, Myung-jae (République de Corée)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République de Corée présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties et, se référant à sa note n° ICC-ASP/7/S/20 du 15 avril 2008, a l'honneur d'informer le Secrétariat que la République de Corée a décidé de proposer la réélection de M. Myung-jae Hahn, dont le curriculum vitae joint à la présente note, au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, lors des élections qui doivent avoir lieu à l'occasion de la première reprise de la septième session de l'Assemblée des États Parties en janvier 2009.

...

Exposé des qualifications

Renseignements personnels

Nom : Myung-jae Hahn

Date de
naissance : 16 août 1956

Education

1980 Université de Yonsei (licence en Droit)

1982 École des hautes études en communication (maîtrise)

Carrière professionnelle

1982 Nomination en qualité de fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères.

1983 Service militaire (lieutenant de police militaire).

1986 Directeur adjoint de la Direction des affaires juridiques internationales.

1988 Deuxième secrétaire, Mission permanente de la République de Corée auprès de la Commission européenne.

1991 Premier secrétaire, Ambassade de la République de Corée au Brunéi Darussalam.

1993 Directeur adjoint, Direction de l'Amérique du Nord.

1994 Chef au niveau de la Section du personnel.

1995 Premier secrétaire et Consul, Ambassade de la République de Corée au Canada.

1998 Directeur de la Direction des affaires consulaires.

- 2002 Conseiller, Mission permanente de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies.
- 2005 Ministre-conseiller et Consul général, Ambassade de la République de Corée en Mongolie.
- 2007 Vice-consul général, Consulat général de Corée à New York.

Carrière dans le système des Nations Unies

- Président du groupe des États d'Asie, Autorité internationale des fonds marins.
- Coordonnateur du Groupe asiatique d'experts juridiques.
- Vice-président, Conférence sur le droit de la mer.
- Vice-président, Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.

3. Husain, Masud (Canada)

[Original : anglais et français]

Note verbale

Les ambassades du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande présentent leurs compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et ont l'honneur de l'informer qu'en réponse à la note ICC-ASP/7/S/20 du 15 avril 2008 du Secrétariat, que les Gouvernements canadiens, australiens et néo-zélandais ont décidé de présenter la candidature de M. Masud Husain au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale pour l'élection devant avoir lieu à l'occasion de la première reprise de la septième session de l'Assemblée des États Parties à New York du 19 au 23 Janvier 2009.

M. Husain possède une expérience approfondie des questions financières, notamment en ce qui concerne la Cour pénale internationale. En tant que facilitateur pour le budget au sein du Groupe de travail de La Haye, il a collaboré étroitement avec la Cour et les États Parties en vue de permettre l'adoption en temps opportun d'une décision lors de la prochaine Assemblée. En tant que facilitateur/coordonnateur pour les locaux permanents, il a également travaillé en liaison étroite avec la Cour et l'État hôte pour analyser les scénarios possibles d'évolution de la Cour, afin de veiller à déterminer précisément la taille du projet de locaux permanents et le budget correspondant. Il a également occupé les fonctions de principal représentant du Canada aux Pays-Bas pour les questions budgétaires concernant les autres institutions judiciaires internationales. Il a participé activement aux analyses et discussions budgétaires concernant la Cour permanente d'arbitrage, la Conférence de La Haye de droit international privé et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

La connaissance approfondie que possède M. Husain de la Cour pénale internationale et du droit pénal international représentera un atout important pour le Comité lorsqu'il sera amené à examiner des questions en matière de budget, de ressources humaines et d'infrastructures en général. Cette connaissance approfondie des questions budgétaires en rapport avec la Cour et les autres institutions judiciaires internationales atteste de son aptitude à satisfaire aux conditions définies au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4), selon laquelle les membres du Comité doivent être des experts d'importance reconnue et posséder une expérience des questions financières au niveau international.

On trouvera ci-après l'énoncé des qualifications du candidat, ainsi que son curriculum vitae.

...

Exposé des qualifications

M. Husain possède une expérience approfondie des questions financières, notamment en ce qui concerne la Cour pénale internationale. En tant que facilitateur pour le budget au sein du Groupe de travail de La Haye, il a collaboré étroitement avec la Cour et les États Parties en vue de permettre l'adoption en temps opportun d'une décision lors de la prochaine Assemblée. En tant que facilitateur/coordonnateur pour les locaux permanents, il a également travaillé en liaison étroite avec la Cour et l'État hôte pour analyser les scénarios possibles d'évolution de la Cour, afin de veiller à déterminer précisément la taille du projet de

locaux permanents et le budget correspondant. Il a également occupé les fonctions de principal représentant du Canada aux Pays-Bas pour les questions budgétaires concernant les autres institutions judiciaires internationales. Il a participé activement aux analyses et discussions budgétaires concernant la Cour permanente d'arbitrage, la Conférence de La Haye de droit international privé et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Cette connaissance approfondie des questions budgétaires en rapport avec la Cour et les autres institutions judiciaires internationales atteste de son aptitude à satisfaire aux conditions définies au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4), selon laquelle les membres du Comité doivent être des experts d'importance reconnue et posséder une expérience des questions financières au niveau international.

De plus, ayant été élu à deux comités de mise en œuvre institués en vertu d'autres traités, M. Husain possède une expérience utile du fonctionnement des comités internationaux, notamment dans le contexte de la nécessité d'obtenir des résultats et de dégager un consensus dans des délais rapprochés dans un contexte pluridisciplinaire.

Enfin, grâce à sa vaste connaissance de la Cour pénale internationale et du droit pénal international, M. Husain sera en mesure d'apporter une contribution utile aux travaux du Comité du budget et des finances, notamment pour son examen des besoins budgétaires, des besoins en ressources humaines et des autres moyens d'infrastructure, dont a besoin la Cour, conformément au mandat confié au Comité.

Renseignements personnels

Name : Masud Husain

Fonctions actuelles

Conseiller (affaires politiques), Ambassade du Canada, La Haye, Pays-Bas.

Résumé : Connaissance approfondie du fonctionnement de la Cour pénale internationale (CPI), à la fois en tant que représentant d'un État Partie, saisi d'un certain nombre de questions au sein du Groupe de travail de La Haye, et facilitateur pour le budget 2008. Il a également occupé les fonctions de facilitateur/coordonnateur pour les locaux permanents, où les responsabilités comportaient un volet financier important. Expérience des enjeux budgétaires liés à d'autres instances judiciaires internationales. Solide expérience du travail des comités d'experts internationaux.

Expérience avec la Cour pénale internationale

- | | |
|-------------|---|
| 2008 | Facilitateur du Groupe de travail budgétaire de La Haye. |
| 2006 - 2007 | Facilitateur du Groupe de travail de La Haye/coordonnateur pour les locaux permanents de l'Assemblée des États Parties. |
| 2005 - 2008 | Principal responsable des enjeux liés à la CPI à l'Ambassade du Canada. |

Autres expériences des Comités internationaux

- 2000 - 2002 Élu à un siège au Comité de mise en œuvre à la Convention des Nations Unies sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.
- 2001 Élu au Comité de mise en œuvre de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

Expérience générale

- Depuis 2005 Conseiller (affaires politiques), Ambassade du Canada, La Haye, Pays-Bas.
- Responsabilités : Enjeux (y compris budgétaires) liés à des organisations judiciaires internationales ayant leur siège aux Pays-Bas, y compris la Cour pénale internationale, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, la Cour internationale de Justice, la Conférence de La Haye de droit international privé et la Cour permanente d'arbitrage.
- 2003 - 2005 Directeur adjoint de la Direction du droit pénal, de la sécurité des traités, Ministères des affaires étrangères et du commerce international.
- Responsabilités : Affaires d'extradition, entraide judiciaire, privilèges et immunités (organisations diplomatiques et internationales), coopération et partage de l'information.
- 1999 - 2002 Directeur adjoint, Direction du droit de la mer et de l'environnement, Ministère des affaires étrangères et du commerce international.
- Responsabilités : Négociation des traités (Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant de mouvements transfrontières et de l'élimination des déchets dangereux, Annexe bilatérale sur l'ozone, avec les États-Unis, Protocole de Kyoto), conseiller juridique pour l'interprétation des traités, élu à deux comités de mise en œuvre internationaux (Convention des Nations Unies sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière).
- 1997 - 1999 Premier secrétaire, Ambassade du Canada, Damas (Syrie).
- 1995 - 1997 Chargé de dossiers, Direction du droit pénal, de la sécurité et des traités, Ministère des affaires étrangères et du commerce international.
- 1992 - 1995 Deuxième secrétaire, Ambassade du Canada, Amman (Jordanie).

Éducation

- 2002 Admission au Barreau du Haut-Canada.
- 1991 Diplôme de droit (LL.B) de l'Université McGill, Montréal, Québec (Canada).
- 1988 Baccalauréat général, Université Laval, Québec (Canada).

Autre expérience pertinente

2003 - 2004 Président de l'Association professionnelle des agents diplomatiques, Canada.

Responsabilités : En qualité de représentant élu, responsabilités générales du budget, de la gestion des ressources humaines et de la mise en place d'une structure de rémunération.

Langues

Anglais, français et arabe.

4. Iida, Shinichi (Japon)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Japon auprès des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, faisant référence à sa note ICC-ASP/7/S/20, a l'honneur de l'informer que le Gouvernement japonais a décidé de présenter la candidature de M. Shinichi Iida au Comité du budget et des finances pour la période 2009-2012 lors des élections qui doivent avoir lieu à l'occasion de la reprise de la septième session de l'Assemblée des États Parties en janvier 2009.

M. Iida possède une grande expérience et des compétences reconnues en matière financière au niveau tant national qu'international. Il occupe actuellement les fonctions de directeur adjoint principal de la Direction des affaires financières du Ministère des affaires étrangères, où il est responsable en dernier ressort des questions de budgétisation, de vérification des comptes et de comptabilité pour le Ministère. Ces fonctions consistent notamment à superviser la gestion budgétaire de plusieurs organisations internationales, ce qui lui a permis d'acquérir une connaissance approfondie et détaillée des procédures budgétaires en vigueur dans lesdites organisations. Il a également représenté, il y a peu de temps, le Japon auprès de la Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires) de l'Assemblée générale des Nations Unies, au sein de laquelle il a fait la démonstration de ses compétences et de son sens de l'initiative concernant les négociations internationales dans les domaines suivants : barèmes des quotes-parts pour la répartition des dépenses, budget des opérations de maintien de la paix et réforme des modes de gestion.

Cette expérience et ces compétences, telles qu'elles apparaissent à la lecture de son curriculum vitae joint à la présente note, montrent qu'il satisfait à l'obligation, définie au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4), qui dispose que les membres du Comité doivent être des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

Le Japon a toujours appuyé les activités de la Cour pénale internationale depuis sa création et, étant devenu officiellement État Partie au Statut de Rome le 1^{er} octobre 2007 et de ce fait le pays dont la contribution au budget de la Cour est la plus élevée, entend bien en demeurer un fervent défenseur. La décision prise par le Gouvernement japonais de présenter la candidature de M. Iida à l'élection au Comité du budget et des finances traduit sa ferme volonté de continuer à consentir le maximum d'efforts pour faciliter les activités de la Cour.

Le Gouvernement japonais ne doute pas que le candidat possède l'expérience nécessaire, les compétences et les connaissances requises en matière financière et budgétaire de même qu'une réputation reconnue au niveau international pour apporter une contribution notable aux importants travaux du Comité.

...

Énoncé des qualifications

Données d'ordre personnel

Nom de famille : Iida
Prénom : Shinichi
Date de naissance : 9 septembre 1967
Lieu de naissance : Tochigi (Japon)

Expérience professionnelle

M. Iida a occupé diverses fonctions au Ministère des affaires étrangères japonais, où il est entré en 1990.

- | | |
|-----------------------------|--|
| Depuis août 2006 | Directeur adjoint principal de la Direction des affaires financières du Secrétariat du Ministère. <ul style="list-style-type: none">- Chargé de superviser l'ensemble des activités du ministère en matière de budgétisation, de vérification des comptes et de comptabilité.- Appelé notamment à établir et appliquer le budget, à vérifier les dépenses et les recettes et à suivre la gestion budgétaire des organisations internationales et notamment de la Cour pénale internationale. |
| Février 2003 à juillet 2006 | Premier secrétaire, Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies. <ul style="list-style-type: none">- Représentant du Japon à la Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires) de l'Assemblée générale des Nations Unies.- Membre de la délégation japonaise lors des négociations sur le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et des budgets des opérations de maintien de la paix, notamment.- Chargé des questions liées à la réforme de l'Organisation des Nations Unies, notamment la réforme du Conseil de sécurité et des modes de gestion. |
| Janvier 2001 à janvier 2003 | Directeur adjoint principal à la direction pour la Chine et la Mongolie, Bureau des affaires d'Asie et d'Océanie. <ul style="list-style-type: none">- Chargé de la gestion des relations bilatérales entre le Japon et la Chine.- Chargé de planifier, promouvoir et mener les activités liées à la commémoration du 30^{ème} anniversaire de la normalisation des relations sino-japonaises en 2002. |
| Juillet 1998 à janvier 2001 | Directeur adjoint de la Direction des traités, Bureau des traités. <ul style="list-style-type: none">- Chargé de négocier, de conclure, d'interpréter et d'appliquer les accords internationaux, en particulier les arrangements en matière de sécurité conclus entre le Japon et les États-Unis d'Amérique. |
| Juillet 1997 à juillet 1998 | Directeur adjoint de la Direction de la gestion et de la coordination au Secrétariat du Ministère. <ul style="list-style-type: none">- Chargé de la gestion et de la coordination d'ensemble du Ministère.- Responsable du suivi des missions administratives, en particulier des questions de réforme et de gouvernance. |

Éducation

1991 - 1993 Licence à l'Amherst College, Massachusetts (États-Unis d'Amérique).

1987 - 1990 Université de Tokyo, Faculté de droit.

M. Iida est japonais et parle couramment l'anglais. Il a été l'interprète officiel de plusieurs premiers ministres et ministres des affaires étrangères.

5. Nyirinkindi Katungye, Rossette (Ouganda)

[Original : anglais]

Note verbale

La Mission permanente de la République de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement ougandais propose par la présente la candidature de Mme Rossette Nyirinkindi Katungye au Comité du budget et des finances, lors des élections devant avoir lieu à l'occasion de la première reprise de la septième session de l'Assemblée des États Parties, qui doit se tenir du 19 au 23 janvier 2009.

La Mission permanente tient en outre à faire savoir que Mme Nyirinkindi, au cours de la période d'un an où elle a siégé, en qualité de remplaçante, au sein du Comité (2006 - 2007), s'est distinguée parmi ses collègues par sa capacité d'analyse. Elle a une connaissance approfondie de l'ensemble des dispositions du Statut de Rome. Le Gouvernement ougandais attache une grande importance à la Cour pénale internationale et est convaincu que Mme Nyirinkindi, si elle est élue, constituera un atout précieux, non seulement pour le Comité, mais aussi pour l'ensemble de la Cour. On trouvera ci-après sa notice biographique et le rappel de sa carrière.

...

Exposé des qualifications

Mme Rossette Nyirinkindi Katungye a la citoyenneté ougandaise. C'est une diplomate de carrière et, de par son métier, une praticienne du droit international. Elle est à la tête, à l'heure actuelle, de la direction de l'Union africaine au Ministère des affaires étrangères de l'Ouganda. Elle exerce également les fonctions de Commissaire de l'Ouganda auprès du Mécanisme d'évaluation intra-africaine, constitué dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

L'objectif de carrière que vise Mme Nyirinkindi est de prendre des initiatives et d'exceller dans toutes les tâches qu'elle entreprend. Elle est titulaire d'une maîtrise en sciences, d'un diplôme en droit (avec mention), d'un diplôme de pratique juridique ainsi que de plusieurs diplômes de troisième cycle portant sur des matières diverses, et notamment l'étude du français.

Mme Nyirinkindi a pris part à des activités concernant des problèmes de société, notamment en matière d'environnement ; elle a créé non seulement, au niveau local, une organisation non gouvernementale vouée au service de la jeunesse mais également un magazine qui vise à faire prendre davantage conscience des questions d'environnement.

Sur le plan professionnel, elle a gravi les échelons de la carrière diplomatique, passant de 1988 à 2005 du grade de troisième secrétaire à celui de ministre-conseiller, qui correspond aux fonctions qu'elle exerce actuellement.

Au titre de l'expérience que Mme Nyirinkindi a acquise au niveau international, il y a lieu de relever qu'elle a représenté l'Ouganda au sein de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de l'examen de questions juridiques et qu'elle a fait partie des organes suivants :

- Comité du budget et des finances, Cour pénale internationale ;
- Bureau de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale ; désignée comme point de contact en vue de coordonner des dispositions essentielles et d'assurer la présidence des réunions afférentes à l'élection des juges en 2003 ;
- Commission de vérification des pouvoirs des organes suivants :
 - 12^{ème} Réunion des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 2000 ;
 - Première et deuxième sessions de l'Assemblée des États Parties, Cour pénale internationale, 2000 ;
 - Neuvième session de l'Autorité internationale des fonds marins, 2003 ;
- Vice-présidente (avec d'autres) du Comité spécial sur la Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction, 2002 ;
- Vice-présidente des coordinateurs africains pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT), 1996 ;

Mme Nyirinkindi a également fait partie de plusieurs conseils d'administration d'organismes régionaux et de plusieurs organisations professionnelles reconnues sur le plan international et elle est l'auteur de diverses publications.

Parallèlement à sa carrière professionnelle, Mme Nyirinkindi a, au fil des ans, pris part à des activités bénévoles qui s'adressent tout à la fois à la jeunesse et aux catégories indigentes, vulnérables et marginalisées de la population ougandaise. Elle dispose d'une grande aptitude à la communication et aux relations interpersonnelles et elle peut s'exprimer en plusieurs langues.

Données personnelles

Nom : Rossette Nyirinkindi Katungye
Date de naissance : 16 octobre 1963
Nationalité : ougandaise
Profession : juriste/spécialiste de l'environnement
Emploi actuel : diplomate de carrière

Objectif de carrière

Prendre des initiatives et exceller dans toutes les tâches accomplies, notamment lorsque ces tâches contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes, la paix et la sécurité ainsi que la durabilité de l'environnement.

Éducation

- Certificat d'études de français pratique 2, niveau B1, Conseil de l'Europe, Paris, France, 2 mars 2007.
- Certificat d'études de français pratique 2, niveau A2, Conseil de l'Europe, Paris, France, 2 mars 2007.
- Droit pénal international, spécialisation dans le droit des procès de Nuremberg, Columbia Law School (bourse), New York, 2005.
- Participation à plusieurs sessions de l'UNITAR¹, New York, 2001-2002.
- Étude du français, du niveau 1 au niveau 8, au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.
- Maîtrise de sciences (M.Sc) en administration maritime générale et en protection de l'environnement, World Maritime University (WMU), Suède, 1997.
- Cours international de troisième cycle (quatre mois) en gestion de l'environnement, avec spécialisation portant sur certains aspects d'une politique internationale de l'environnement, Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University, Massachusetts (États-Unis d'Amérique), 1995.
- Diplôme de pratique juridique de troisième cycle, Law Development Centre, Ouganda, 1989.
- Licence en droit, Upper Division of the Second Class, Makerere University, Ouganda, 1988.

Principales activités professionnelles

- Désignée comme vice-présidente du sous-comité du budget et des finances du Mécanisme d'évaluation intra-africaine, 2008.
- Élue membre du Comité du budget et des finances, Cour pénale internationale, 2006.
- Désignée comme Commissaire de l'Ouganda auprès du Mécanisme d'évaluation intra-africaine, 2006.
- Désignée comme directrice de la Direction de l'Union africaine du Ministère des affaires étrangères de l'Ouganda, février 2006. (Devenue de ce fait membre de l'équipe de direction de haut niveau chargée notamment de préparer, superviser et défendre le budget du ministère devant le Parlement).
- Désignée par le Président du Bureau de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale comme point de contact en vue de coordonner des dispositions essentielles et d'assurer la présidence des réunions afférentes à l'élection des juges en 2003.
- Désignée comme un des vice-coordonateurs du Groupe africain (Sixième commission, 2005 - 2006).

¹ Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.

- Élu(e) membre de la Commission de vérification des pouvoirs des organes suivants :
 - 12^{ème} Réunion des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 2000 ;
 - Première et deuxième sessions de l'Assemblée des États Parties, Cour pénale internationale, 2000 ;
 - Neuvième session de l'Autorité internationale des fonds marins, 2003 ;
- Vice-présidente (avec d'autres) du Comité spécial sur la Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction, 2002.
- Désignée pour assurer la défense de l'Ouganda devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples au Burundi, à Alger et à Banjul (Gambie), en 1999, 2000 et 2006, respectivement.
- A dirigé, à plusieurs reprises, la délégation de l'Ouganda auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et a présidé des réunions aux fins de l'établissement de trois rapports statutaires de l'Ouganda devant la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.
- Vice-présidente des coordinateurs africains pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains HABITAT, 1996.
- Vice-présidente du conseil d'administration d'Eastern African Environmental Network (EAEN), de 1995 à 2001.

Expérience professionnelle

Mars 2006	Désignée comme Commissaire de l'Ouganda auprès du Mécanisme d'évaluation intra-africaine, constitué dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).
Février 2006	Nommée directrice de la direction de l'Union africaine du Ministère des affaires étrangères.
Avril 2004	Promue au grade de ministre-conseiller.
Novembre 2000	Promue au mérite au grade de conseiller.
Février 2001	Affectée à la Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies.
Novembre 1996	Affectée à la Direction des organisations multilatérales et des traités du Ministère des affaires étrangères. A dirigé le service des affaires sociales de 1999 à 2001.
Octobre 1995	Promue au grade de deuxième secrétaire.
Janvier 1994	Accréditée comme coordinatrice de l'Ouganda auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT).
Septembre 1990	Affectée en qualité de troisième secrétaire au Haut Commissariat de l'Ouganda auprès de la République du Kenya.

Septembre 1988 Nommée membre des cadres du Ministère des affaires étrangères.

Associations professionnelles

2008 Membre de l'Association des femmes juristes de l'Ouganda (FIDA).

1997 - 2001 Membre de l'Association des femmes juristes de l'Ouganda (FIDA).

1998 - 2001 Membre de l'Association du droit de l'environnement de l'Ouganda.

1999 - 1996 Membre associée de l'Action pour le développement (ACFODE).

Articles et publications

- “Post graduate degrees indispensable to the advancement of career women in developing countries”, Malmo (Suède), 2008 (communication présentée à l'occasion d'une conférence pour les femmes).
- Government's Response to Uganda's Peer Review Process, publication de l'APRM, 2008.
- “Uganda's Peer Review Process and challenges faced” (série de communications présentées à diverses parties prenantes sur l'ensemble du territoire de l'Ouganda), 2008.
- “The African Union and its organs”, Ouganda, 2007 (communication présentée à des fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères suivant un cours de formation et de mise au courant lors de leur entrée en fonction).
- “Conflict resolution and post conflict rehabilitation in Africa”, Ouganda, 2007 (communication présentée à des fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères suivant un cours de formation et de mise au courant lors de leur entrée en fonction).
- “The role of the Peace and Security Council of the African Union“, Ouganda, 2007 (communication présentée à des officiers de police en poste au Darfour au sein de la Mission de l'Union africaine au Soudan).
- “The African Union and peacekeeping on the continent”, Ouganda, 2006 (communication présentée à des officiers de police en poste au Darfour au sein de la Mission de l'Union africaine au Soudan).
- “Incredible journey to Turkey”, HUTACA, New Jersey (États-Unis d'Amérique), 2005.
- “Sharia on inheritance by women”, FIDA, 1999 (communication commune à plusieurs intervenants).
- “The Project Cycle - Getting in Right”, manuel publié conjointement par d'anciens participants aux programmes de l'Agence canadienne de développement international, Canada 1999.
- “The last straw”, (fiction), FIDA, 1999.
- “Mother”, (poème), FIDA, 1999.

- “The Issue of Polygamy: Curse or Cure?”, FIDA, 1997.
- “Legal and other Mechanisms Governing International Shared Water Resources”, communication présentée à l’Eastern Africa Environmental Network (EAEN), 8^{ème} conférence annuelle, Nairobi (Kenya), juin 1998.
- “The Elaboration of Appropriate Legislation and Institutional Framework to Address Inland Waterway Transport on Lake Victoria: The Case of Uganda“, mémoire, World Maritime University, 1997.
- “Enhancing a multi-sectoral approach in Uganda’s current environment policy formation process in a bid to foster sustainable development”, Tufts University, États-Unis d’Amérique, 1995.
- “Counter-trade and its impact on the producer: Uganda’s Case”, mémoire, Makerere University, Ouganda, 1998.
- “Two Testimonials on International Terrorism”, exposé présenté lors de l’épreuve annuelle du concours de procès simulé Philip C. Jessup, Washington D.C. (États-Unis d’Amérique), 1998.
- “Trials and tribulations of a woman”, (pièce de théâtre), Makerere University, Ouganda, 1998.

Autres aptitudes

- Maîtrise de l’outil informatique.
- Langues : anglais, français, swahili, kinyarwanda (Rwanda) et kirundi (Burundi).
- Excellente aptitude à la communication écrite et orale.
- Talents de persuasion, de sensibilisation, de mobilisation et d’organisation.
- Organisation d’ateliers et de conférences.

Travail volontaire

2007 - 2008	Juriste et membre du conseil d’administration, Environmental Teachers’ Association (ENVITA).
1998 - 2000	Juriste (à titre bénévole) pour Single Mothers’ Association (Ouganda).
1997 - 2000	Fourniture d’une aide judiciaire au nom de FIDA. A fait partie de tous les Comités des programmes de cet organisme.
1997	Contribution à la formation en gestion de l’environnement de professeurs d’écoles primaires et d’étudiants à l’Université.
1996	Membre du conseil d’administration de l’Eastern Africa Environmental Network (EAEN), nomination à la direction de cet organisme.

- 1996 Membre du conseil d'administration de l'Organization of Graduate Youth for the Enhancement of Environment Programmes and Poverty Alleviation (OGYEEPPA) et nommée directrice de cet organisme.
- 1996 Fourniture d'une aide judiciaire à des femmes pour le compte d'Action for Women in Development (ACFODE).

6. Sopková, Elena (Slovaquie)

[Original : anglais]

Note verbale

La République slovaque présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale et, se référant à sa note ICC-ASP/4/S/20 datée du 15 avril 2008, à l'honneur de faire savoir que le Gouvernement slovaque a décidé de présenter la candidature de Mme Elena Sopková à l'un des sièges du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale attribués au groupe des États d'Europe orientale lors de l'élection de six membres du Comité qui se tiendra durant la première reprise de la septième session de l'Assemblée des États Parties, du 19 au 23 janvier 2009, à New York. On trouvera ci-après une indication des qualifications de Mme Elena Sopková ainsi que son curriculum vitae.

...

Indication des qualifications

Mme Elena Sopková est une spécialiste des questions financières internationales dont la réputation et l'expérience sont reconnues au niveau international. Comme le montre le curriculum vitae ci-joint, son expérience des questions financières et économiques est avérée; de plus, elle a occupé de nombreuses fonctions au niveau national et au plan international. Elle est actuellement membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale. Ayant exercé pendant sept ans les fonctions de directrice de la Direction de la fiscalité internationale, elle a acquis une vaste expérience des questions financières internationales et a participé à de nombreuses négociations internationales. Elle est de nationalité slovaque et parle couramment l'anglais et le français.

Renseignements personnels

Nom : Sopková
Prénom : Elena
Date de naissance : 27 juillet 1954
Lieu de naissance : Trnava (République slovaque)

Études

2000-2002 Institut de hautes études, Université des sciences économiques, Bratislava
Spécialisation : évaluation de l'économie.
1973-1978 Université des sciences économiques, Faculté de commerce, Bratislava.
1969-1973 École secondaire d'économie, Bratislava.

Études spécialisées à l'étranger

1998 Centre d'études de l'Organisation de coopération et de développement économique, Budapest – Formation à la pratique des prix de cession interne.

- 1997 Centre d'études de l'Organisation de coopération et de développement économique, Vienne – formation spécialisée pour négociateurs de conventions fiscales.
- 1993-1996 Chambre de commerce et d'industrie de Bruxelles – langue française.

Expérience professionnelle

- Depuis 2003 Chargée d'évaluations juridico-économiques agréée par le Ministère de la justice de la République slovaque.
- Chargée de conseiller les juges au sujet de tous problèmes liés à des questions économiques (impôts, comptabilité, calcul et budgétisation au cours de procédures) en leur soumettant les rapports indispensables à l'énoncé du jugement. Évaluation des actifs en vue de l'enregistrement de sociétés au Tribunal d'enregistrement, évaluation des dommages subis aux fins de réparation, évaluation de la gestion des risques.
- 2002-2003 KZT, Inc. Bratislava (Slovaquie), chargée d'évaluations.
- Chargée notamment de concevoir un système de planification stratégique des entreprises et d'établir un lien avec la budgétisation, en mettant à la disposition des sociétés et de leurs dirigeants des compétences spécialisées en matière de gestion budgétaire et de planification des orientations et en leur faisant des recommandations sur les stratégies, l'efficacité et l'optimisation des entreprises.
- 1996-2002 Ministère des finances, directrice de la Direction de la fiscalité internationale.
- 1993-1996 Ministère des affaires étrangères, administrateur civil - Ambassade de la République slovaque à Bruxelles, Direction du commerce et de l'économie.
- 1992-1993 Ambassade de la République tchèque et slovaque à Kinshasa.
- 1991-1992 Audit Company, Ltd., chargée d'audit.
- 1985-1991 Bureau central des finances de la ville de Bratislava, chef de la Direction du contrôle financier.
- 1978-1985 Interhotels Bratislava et Hôtel Bôrik : économiste.

Autres activités professionnelles

- Depuis 2007 Faculté de droit de Bratislava, Faculté d'économie – enseignement et travaux d'évaluation.
- 2003-2008 Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, La Haye.
- 2007-2008 Vice-Présidente.
- 2002-2008 Membre du Conseil de l'Association slovaque des experts économistes.
- 1996-1998 Négociatrice de la République slovaque en matière de taxation pendant le processus d'accession du pays au système de taxation de l'OCDE (Centre d'études de l'Organisation de coopération et de développement économique).

Langues

Français, anglais : courant

Allemand, russe : passif

Autres aptitudes

PC, Microsoft Word, Excel, Internet, permis de conduire.

7. Wins, Santiago (Uruguay)

[Original : anglais et espagnol]

Note verbale

La Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement uruguayen a décidé de présenter la candidature de M. Santiago Wins à un deuxième mandat de membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, pour la période allant de 2009 à 2012, lors des élections qui doivent avoir lieu en janvier 2009 à New York, au cours de la reprise de la septième session de l'Assemblée des États Parties.

...

Exposé des qualifications

M. Wins a étudié à l'Université de la République orientale de l'Uruguay où il a obtenu en 1992 une licence en relations internationales.

Depuis qu'il a rejoint en 1997 les rangs du service diplomatique, M. Santiago Wins s'est occupé de questions administratives et budgétaires. Au départ, il a été responsable, au sein de la Direction des affaires multilatérales du Ministère des affaires étrangères, des questions concernant la Cinquième Commission. À ce titre, il a été membre du groupe de travail spécial chargé d'élaborer les instructions adressées à la délégation de l'Uruguay à l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a également participé en tant que délégué à divers organes spécialisés, tels que le Comité du programme et de la coordination.

Ensuite, M. Wins a été chargé de contrôler la gestion des ressources et de coordonner la supervision des questions financières et budgétaires au sein du Secrétariat général du Ministère des affaires étrangères.

En 2000, il a été nommé deuxième Secrétaire de la Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies, et a été ensuite délégué à la Cinquième Commission, où il a participé activement à différentes négociations qui ont porté notamment sur le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses, les opérations de maintien de la paix, le budget de l'Organisation des Nations Unies et les ressources humaines.

Récemment, M. Wins a été élu Vice-Président du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

M. Wins a écrit de nombreuses études sur les questions intéressant l'Organisation des Nations Unies, dont certaines ont été publiées. M. Wins est né en Uruguay en 1970. Sa langue maternelle est l'espagnol. Il parle couramment l'anglais et le français et a une connaissance de niveau intermédiaire de l'allemand et du portugais.

Expérience professionnelle

2008

- Vice-Président du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

2007

- Conseiller et membre permanent de la représentation permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

2005

- Chef du Bureau des affaires spéciales de la Direction des affaires multilatérales du Ministère des affaires étrangères.
- Représentant du Ministère des affaires étrangères auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).
- Représentant suppléant du Ministère des Affaires étrangères auprès l'Institut uruguayen de l'Antarctique.

2003

- Membre du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.
- Premier Secrétaire au sein du cadre des agents diplomatiques, après avoir bénéficié d'une promotion au mérite au terme d'un processus de sélection interne.

2002

- Délégué aux quatre réunions préparatoires du Sommet mondial pour le développement durable (New York, Bali, 2001-2002).
- Représentant de l'Uruguay au Groupe de travail sur les «Directives pour une consommation et un développement durables», créé par l'Union européenne au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).
- Délégué chargé des questions environnementales au sein de la Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies.

2001

- Secrétaire de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de la cinquante-septième session de l'Assemblée générale.
- Coordinateur de diverses consultations officieuses au sein de la Cinquième Commission, comme le financement de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL).

2000

- Délégué de l'Uruguay à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, appelé à suivre les questions des opérations de maintien de la paix, du barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses, du budget de l'Organisation des Nations Unies et des ressources humaines.
- Deuxième secrétaire de la Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.

1999

- Chef des questions administratives et budgétaires au Secrétariat général du Ministère des affaires étrangères de l'Uruguay.
- Délégué à la trente-neuvième session du Comité du programme et de la coordination de l'Organisation des Nations Unies.

1998

- Chef des questions concernant la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies à la Direction des affaires multilatérales, Ministère des affaires étrangères.
- Membre du Groupe de travail spécial chargé d'élaborer les instructions adressées à la délégation de l'Uruguay à l'Assemblée générale des Nations Unies aux cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions.

Éducation

2002

- Diplôme en développement économique par la voie d'opérations commerciales et d'investissements.
- Économie et finances internationales, W. Paul Stillman School of Business, Seton Hall University.

2000

- Diplôme de fin d'études au terme du cours de perfectionnement de l'«Instituto Artigas del Servicio Exterior», Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères.

1997

- Troisième séminaire sur l'intégration régionale organisé par la Commission européenne et l'Institut international d'administration publique.

1996

- Admission sur concours à Institut de formation des membres du service diplomatique.

1992

- Licence en relations internationales de l'Université de la République orientale de l'Uruguay.
- Cycle de formation en commerce extérieur organisé par l'Association des cadres de marketing et l'American International Management Association.

1988

- Baccalauréat (diplôme de fin d'études secondaires) ; diplôme en droit, Faculté Elbio Fernandez, Uruguay.

Autres qualifications

- Mittlestufe Zertifikat (certificate de niveau intermédiaire) en allemand, Bonn (République fédérale d'Allemagne), 1995.
- Diplôme d'études en langue française (DELFF), diplôme d'État délivré par le Ministère de l'éducation nationale, France, 1994.
- Diplôme de maîtrise de la langue anglaise, Université du Michigan, 1989.

Missions officielles

2008

- Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, Sofia (Bulgarie).

2007

- Huitième réunion annuelle des autorités nationales de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Santiago du Chili (Chili).
- Huitième session du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, La Haye (Pays-Bas).
- Atelier régional à l'intention des autorités nationales d'Amérique Latine et des Caraïbes sur la formation des inspecteurs nationaux et du personnel qui les accompagne, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Buenos Aires (Argentine).

2006

- Représentant de l'Uruguay à la cérémonie de clôture du cycle de cours organisé par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à Maldonado (Uruguay).
- Huitième réunion annuelle des autorités nationales, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, La Haye (Pays-Bas).
- Réunion de coordination de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur la coopération technique internationale, Vienne (Autriche).
- Septième session du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, La Haye (Pays-Bas).
- Réunion d'experts sur l'application et le suivi du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), Genève (Suisse).